

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
FLERS AGGLO
Madame Marjolaine DURAND
41, Rue de la Boule
61100 FLERS

Nos réf. : 2601244 CGE/1

Interlocuteur Conventions : Mme Clara LORIOT

Courriel : clara.loriot@topo-etudes.fr

(à contacter au 02 31 48 60 20 (choix n°1) pour toute question relative à/aux conventions)

Chargé d'Etudes : M. Cédric GRANGÈRE

(à contacter au 02 33 28 92 85 pour toute question technique)

Lisieux, le 10 avril 2026

Objet : Raccordement électrique (Basse Tension) pour la mise en place d'un tarif jaune (C4) - BORNE IRVE

Lieu(x) des travaux : Rue René Prieur - FLERS (61100)

Madame,

Nous sommes un bureau d'études chargé par **ENEDIS** du projet cité en objet.

Afin de mener à bien notre étude, nous sommes amenés à **poser un câble Basse Tension en souterrain sur 34 mètres** sur la parcelle cadastrée n°187 - Section **ZI** dont la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FLERS AGGLO** est **propriétaire**.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre connaissance de ces travaux afin de nous donner votre accord, et de nous retourner le plus rapidement possible les documents suivants :

☐ **4 exemplaires de la convention avec plan signés en original**

- Parapher chaque page (initiales de votre nom et prénom)
- Signer en dernière page de chaque exemplaire de la convention
- Signer tous les plans agrafés à chaque exemplaire de convention

☐ **L'attestation dûment remplie, datée et signée en original**

- Signer tous les plans agrafés à l'attestation

☐ **La copie de la délibération avalisant le projet ou le pouvoir de signature qui habilite le**

signataire à représenter la personne morale - exemples : extrait KBis, procès-verbal d'élection du dirigeant, délégation de signature

Nous vous remercions de bien respecter la procédure de signature. A défaut, le dossier devra vous être retourné.

Ces travaux sont entièrement à la charge d'ENEDIS.



En cas de refus de votre part, nous vous remercions de nous retourner les documents en nous indiquant vos motifs et vos éventuelles observations.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

TOPO ETUDES

RECTO-VERSO

Pièces jointes :

1 attestation - 1 ou plusieurs conventions avec plan(s) et/ou montage photo - 1 enveloppe retour



Objet : **Raccordement électrique (Basse Tension) pour la mise en place d'un tarif jaune (C4) - BORNE IRVE**
FLERS (61100)
 DOSSIER N° : **2601244 CGE et RAC-NOR-25-009274**

N° : **1**

ATTESTATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FLERS AGGLO, propriétaire
 41, Rue de la Boule - 61100 FLERS

Représentée par

Téléphone et mail :

➤ Atteste sur l'honneur être propriétaire de la parcelle dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune : **FLERS**
 Section : **ZI** - Parcelle n°: **187**

➤ Atteste avoir reçu deux plans mentionnant le projet de **poser un câble Basse Tension en souterrain sur 34 mètres** sur la propriété ci-dessus désignée.

➤ Autorise la réalisation des travaux.

➤ Atteste que cette propriété est habitée :

☞ par moi-même oui ☐ non ☐

☞ ou par un ou des locataire(s) dont je vous transmets les noms et adresses ci-dessous :

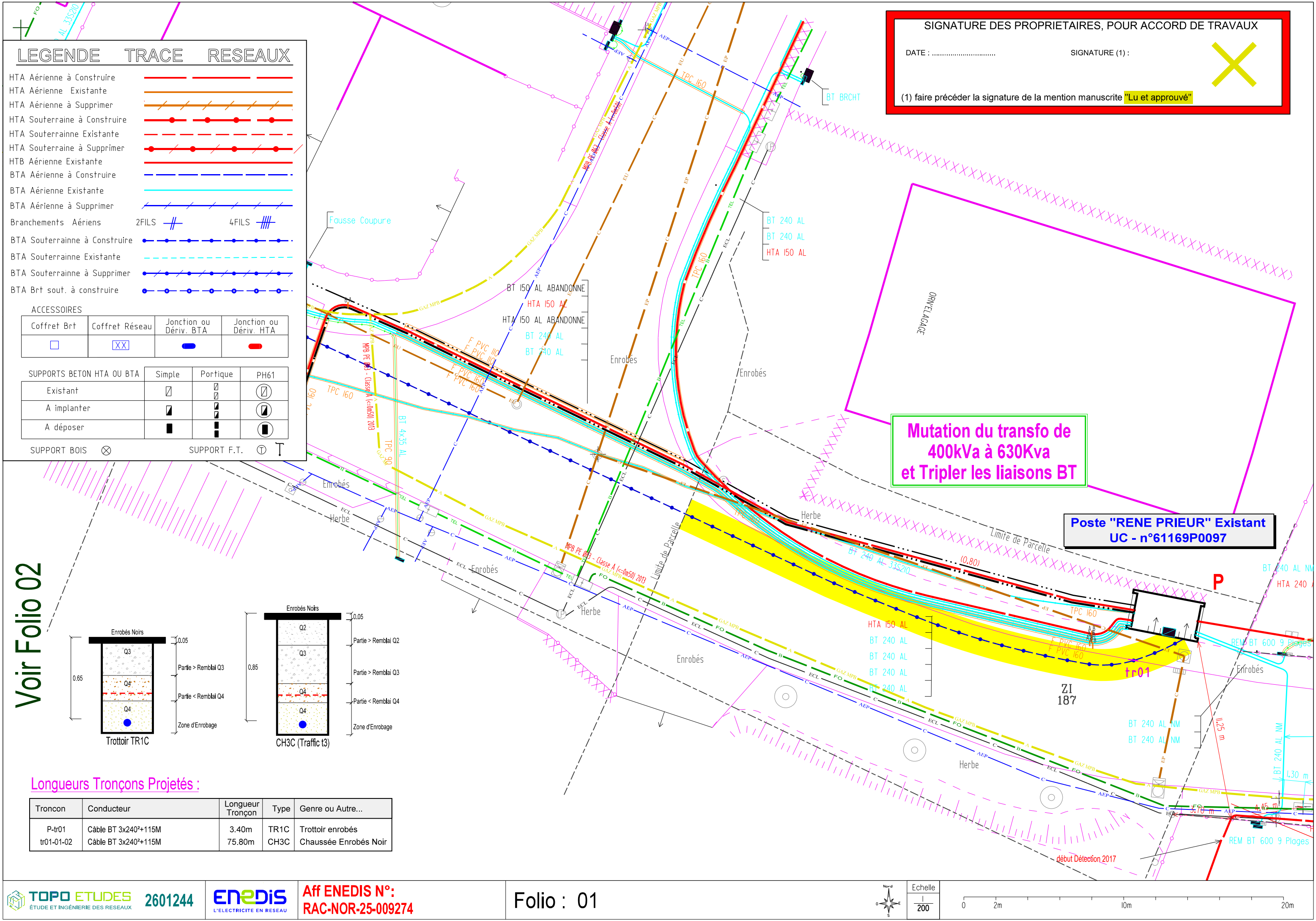
Sect.	n°	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT (locataire)	N° TELEPHONE	OBSERVATIONS (1)
ZI	187			

Fait à :, le/...../.....

Signature du propriétaire :

précédée de la mention "Lu et approuvé"

(1) Indiquer tous renseignements utiles au bon déroulement des travaux. Exemple : présence de canalisations souterraines, de drains, de marnières, etc..., dont vous avez connaissance. En vous remerciant de votre collaboration.



LEGENDE

TRACE

RESEAUX

HTA Aérienne à Construire

HTA Aérienne Existante

HTA Aérienne à Supprimer

HTA Souterraine à Construire

HTA Souterraine Existante

HTA Souterraine à Supprimer

HTB Aérienne Existante

BTA Aérienne à Construire

BTA Aérienne Existante

BTA Aérienne à Supprimer

Branchements Aériens

BTA Souterraine à Construire

BTA Souterraine Existante

BTA Souterraine à Supprimer

BTA Brt sout. à construire

2FELS

4FELS

ACCESSOIRES

Coffret Brt

Coffret Réseau

Jonction ou Dériv. BTA

Jonction ou Dériv. HTA

SUPPORTS BETON HTA OU BTA

Simple

Portique

PH61

Existant

A implanter

A déposer

SUPPORT BOIS

SUPPORT F.T.

Voir Folio 02

Longueurs Tronçons Projetés :

Troncon	Conducteur	Longueur Tronçon	Type	Genre ou Autre...
P-tr01	Câble BT 3x240²+115M	3.40m	TR1C	Trottoir enrobés
tr01-01-02	Câble BT 3x240²+115M	75.80m	CH3C	Chaussée Enrobés Noir



CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Flers

Département : ORNE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-NOR-25-009274 61 - Raccordement C4 - ALLEGO FRANCE - FLERS

Chargé de projet Enedis : CAHU Romain

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 4, place de la Pyramide , 92800 PUTEAUX,

Représentée par Mme Sabine LABEYLIE, agissant en qualité d'Adjoint au directeur délégué raccordement et ingénierie, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FLERS AGGLO** représenté(e) par son (sa)
ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du

Demeurant à : **41 RUE DE LA BOULE, 61100 FLERS**

Téléphone : **02 33 98 44 20**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Flers		ZI	187	LA CROCHERE	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 34 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages

d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Mme Sabine LABEYLIE, agissant en qualité d'Adjoint au directeur délégué raccordement et ingénierie**).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Maître Chuiton notaire à 14000 Caen, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

(1) **LE PROPRIETAIRE** (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

Nom Prénom	Signature
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FLERS AGGLO représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du	

(2) Enedis

Enedis

.....

Département :
ORNE

Commune :
FLERS

Section : ZI
Feuille : 000 ZI 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 07/04/2026
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
POLE TOPOGRAPHIQUE DE L'ORNE
6 bis rue Jean Joly 61200
61200 ARGENTAN
tél. 02.33.12.18.90 -fax
ptgc.orne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

